
AMNESTY INTERNATIONAL NEWS SERVICE 141/94

TO: PRESS OFFICERS
FROM: IS PRESS OFFICE
DATE: 30 JUNE 1994 NO OF WORDS:627

AI INDEX: NWS 11/141/94
DISTR: SC/PO

NEWS SERVICE ITEMS: EXTERNAL - BURUNDI

PLEASE NOTE: The enclosed item on Burundi was released by the French section. Please call Luisa Coradini at the Paris press office for further information or if there are any interview requests.

NEWS INITIATIVES - INTERNAL

INTERNATIONAL NEWS RELEASES

United Kingdom - 14 July - SEE NEWS SERVICE 129/94

Pakistan - 27 July - PLEASE NOTE NEW DATE. SEE NEWS SERVICE 81/94

Myanmar - 20 July - PLEASE NOTE THIS IS AN INTERNATIONAL NEWS RELEASE SEE NEWS SERVICE 99/94

India - 16 August - SEE NEWS SERVICE 129/94

Kosovo - 20 September - SEE NEWS SERVICE 137/94

Algeria - first week of October - SEE NEWS SERVICE 137/94

France - second week of October - SEE NEWS SERVICE 137/94

TARGETED AND LIMITED NEWS RELEASES

Lusophone Summit - 27 June - PLEASE NOTE - This summit has been postponed. Hold on to the news service item, we will let you know when the summit is rescheduled. SEE NEWS SERVICE 124/94 for item

Equatorial Guinea - 30 June - SEE NEWS SERVICE 135.

North and South Korea - 21 July - SEE NEWS SERVICE 135

Brazil - 14 September - SEE NEWS SERVICE 137/94

FORTHCOMING NEWS INITIATIVES

Annual Report - 0600 hrs GMT 7 July 1994 - SEE NEWS SERVICE 51/94

News Service 141/94

**AI INDEX: AFR 16/WU 07/94
30 JUNE 1994**

SF 94.M.176

Pour diffusion immédiate

BURUNDI: Amnesty International et 18 ONG sonnent le signal d'alarme sur les conséquences sur ce pays de la crise au Rwanda

Amnesty International et dix-huit O.N.G*, réunies à Paris lors d'une rencontre exceptionnelle, qui s'est tenue le mercredi 29 juin 1994 au siège de la section française de l'Organisation, lancent un cri d'alarme devant la possibilité de nouveaux massacres au Burundi à cause de la tension croissante dans ce pays, conséquence de la terrible situation au Rwanda.

C'est la première fois qu'Amnesty prend l'initiative d'une telle réunion, la considérant fondamentale pour aborder de façon concertée la grave crise au Rwanda et au Burundi et la situation dans l'ensemble de l'Afrique centrale.

Tous les participants sont unanimes pour affirmer que la tension au Burundi est directement liée aux massacres perpétrés au Rwanda par les extrémistes Hutus à l'encontre de la minorité tutsie et groupes d'opposants. Il y a une semaine une radio contrôlée par un parti politique extrémiste burundais - Parti pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU) - a lancé des émissions qui prônent la domination du pays par la majorité hutue.

La deuxième cause de cette tension, d'après les Organisations réunies à Paris, est la crise politique qui sévit au Burundi après le décès, le 6 avril dernier, du Président Cyprien Ntaryamira dans l'attentat qui a également coûté la vie au Président rwandais Juvénal Habyarimana. En effet, c'est le Président de l'Assemblée nationale, Sylvestre Ntibantunganya, qui assure la présidence par intérim, mais d'après la Constitution des élections présidentielles doivent se tenir avant le 12 juillet prochain.

Devant l'ampleur de la crise, Amnesty International et les ONG présentes exhortent :

- la communauté internationale à envoyer au Burundi des observateurs des droits de l'homme pour renforcer le travail actuellement mené par les Nations-unies et l'O.J.A. mais aussi des observateurs civils des forces de police (CIVPOL).
- les gouvernements du Burundi et des pays voisins à s'assurer qu'aucune station de radio appelant au génocide et aux violations des droits de l'homme ne puisse émettre de leur territoire.

**Fin du communiqué
Pour diffusion immédiate**

Pour toute information complémentaire contacter le Service de presse - Luisa de Soriano - 49.23.11.11. Amnesty International Paris section

*** Ont assisté à cette réunion les organisations suivantes :
ACORD, Action Aid, Christian Aid, Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement, Collectif des Liges et Associations de Défense des Droits de l'homme au Rwanda, Eurostep, FIACAT, Fédération internationale des Droits de l'homme, International Service for Human**

Rights, Médecins du Monde, Médecins sans frontières, Minority Rights Group, NCOS, Secours Catholique (France), Solidarité humanitaire-REMA (Burundi), Synergies, Union inter-africaine des Droits de l'homme, Amnesty International.